



COMMUNIQUE DE PRESSE

Politique des grandes villes: le Fédéral doit tenir parole

L'Union des Villes et Communes de Wallonie s'inquiète fortement des informations récemment diffusées quant à la continuité de la Politique fédérale des grandes villes (PGV).

Il serait question de troquer la **signature des contrats 2010 "villes durables"** pour une prolongation de 6 mois seulement des contrats 2009, soit jusqu'au 30 juin 2010, tout nouveau projet introduit par les communes dans ce cadre étant rejeté.

Alors que le Conseil des Ministres avait précédemment décidé de poursuivre la PGV en 2010 et 2011 et avait réservé les budgets à cet effet, il serait intolérable pour les grandes villes concernées d'apprendre mi-mai que les contrats et financements PGV ne sont garantis que jusqu'au 30 juin prochain.

Pour rappel, initiée en 2000, la Politique fédérale des grandes villes s'est construite dans le souci de mettre fin aux fractures sociales en travaillant sur l'intégration des cultures et des générations. Elle s'est vue récemment réagencée dans le but d'une redynamisation autour de la notion de "contrat de ville durable".

Les villes wallonnes concernées par cette politique sont Charleroi, La Louvière, Liège, Mons et Seraing, 5 villes flamandes et 7 des 19 communes bruxelloises, pour un total de **67 millions d'euros et 1 millier d'emplois**.

Reposant sur la concentration de moyens via des programmes stratégiques triennaux que développent les grandes villes du Royaume, cette politique fédérale avait déjà connu de récurrentes incertitudes. Compte tenu de ses enjeux stratégiques pour les grandes villes du pays, elle ne peut toutefois se permettre un tel mode de fonctionnement.

En effet, à chaque embargo communautaire sur la question, les projets sont déstabilisés. Les villes sont ainsi poussées à se confiner dans le court terme, les centaines de personnes qui sont employées pour la mise en œuvre des programmes d'action reçoivent des "C4 conservatoires", les investissements programmés et escomptés par les entreprises appelées à leur réalisation sont remis en cause.

Comment espérer mener une politique ambitieuse de cohésion et de durabilité autour des pôles urbains dans de telles conditions, outre la question des emplois directement menacés?

Aujourd'hui, en dépit d'un accord gouvernemental entériné et d'une décision budgétaire qu'il ne restait plus qu'à exécuter, **le gouvernement fédéral mettrait à nouveau en péril la politique de cohésion**

sociale des grandes villes du pays, en limitant, au 30 juin et aux projets lancés en 2009, la reconduction pourtant acquise des projets de villes durables.

La Flandre avait pourtant obtenu un accord sur la régionalisation de cette politique que la Wallonie pouvait admettre moyennant le transfert des budgets.

L'on voudrait couler la politique de cohésion sociale, voire renforcer les difficultés du Sud du pays pour mieux les lui reprocher que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

L'Union des Villes et Communes de Wallonie exige que le Conseil des Ministres exécute les engagements qu'il a pris et garantisse sur 2010 la continuité de la Politique des grandes villes.

Plus avant, nous entendons obtenir une **prolongation en 2011** pour permettre une négociation et une préparation raisonnables de la **régionalisation, nécessairement accompagnée du transfert des moyens.**

Demain vendredi 21 mai 2010 à partir de 9h, a lieu l'Assemblée générale de l'Union des villes et Communes de Wallonie au Palais des Congrès (ancienne Bourse du commerce), Place d'Armes, 1 à Namur.

Un point-presse y est prévu en clôture des débats vers 12h30. Jacques Gobert, Président de l'UVCW, se tiendra donc à la disposition de la presse sur ce sujet.

Renseignements:

Jacques Gobert, Président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie – 0498/93.71.11
Alain Depret, Attaché de presse - 081/24.06.40 – 0472/32.59.39